Maria Carmela Agodi – Université de Naples Federico II, Département de sciences politiques, Naples, Italie agodi@unina.it

ORCID : 0000-0002-8064-3588

***La dimension sociale de la transition écologique : tensions, pratiques et imaginaires dans des contextes sociotechniques***

**Résumé :**

Les sociétés européennes, déjà confrontées à une crise multiple et aux effets des politiques d'austérité, sont aux prises avec la menace d'une incertitude perpétuée par les conditions macroéconomiques, géopolitiques et environnementales. Les défis liés à la crise climatique et énergétique constituent le cadre dans lequel s'inscrivent les imaginaires de solutions technoscientifiques et les cadres politiques sur lesquels repose le programme *Next Generation EU*. Ces imaginaires et ces politiques sont aujourd'hui combattus, en particulier par les nouvelles coalitions de droite, au nom de la cohésion sociale, du localisme/parochialisme et de la défense de l'économie de marché. La littérature sociologique et STS a analysé les imaginaires sociotechniques de la transition énergétique en relation avec les politiques nationales d'innovation technologique (Chilvers et Kearnes, 2020) afin d'étudier comment ces imaginaires sociotechniques fournissent le cadre dans lequel les changements technologiques préfigurés et encouragés par les politiques sont façonnés par des conceptions implicitement normatives des objectifs à poursuivre, des avenirs souhaitables et des valeurs communes. Cet article se concentre sur les imaginaires sociotechniques de la transition énergétique, en mettant particulièrement l'accent sur l'Italie, et explore les tensions entre les imaginaires et les politiques inscrites dans les cadres culturels et normatifs définis par l'économie de l'UE et les forces de la mondialisation. Ces tensions affectent la qualité de vie et le bien-être des individus et des groupes sociaux, ainsi que les dimensions distributives de la transition écologique. Ces dimensions peuvent être reconstituées à travers une analyse des perceptions, des récits et des représentations de l'avenir qui ont émergé dans différents contextes, ainsi que des cultures civiques et politiques locales. Le cadre théorique et interprétatif mobilise la littérature sur les imaginaires sociotechniques (Jasanoff et Kim, 2009 ; Chilvers et al., 2021), soulignant comment les infrastructures technologiques et les acteurs sociaux contribuent à configurer des réseaux sociotechniques hétérogènes et des scénarios alternatifs de changement.

Cet article explore la multiplicité des imaginaires sociotechniques entourant la transition énergétique dans le contexte italien, en se concentrant sur la manière dont les individus et les communautés interprètent, négocient et agissent sur le changement écologique en relation avec leur environnement local. S'appuyant sur les études scientifiques et technologiques (STS) et la théorie du cadrage, l'étude analyse les données de douze groupes de discussion menés dans quatre régions italiennes différenciées sur le plan territorial. Ces discussions ont permis de recueillir des perceptions, des attentes et des réactions émotionnelles sur les questions de mobilité durable et d'utilisation de l'énergie, mettant en avant le rôle des conditions infrastructurelles, de la confiance institutionnelle et des pratiques quotidiennes dans la formation des imaginaires du futur.

La transition énergétique apparaît non seulement comme un impératif technologique, mais aussi comme une transformation sociopolitique fondée sur les imaginaires pluriels de ceux qui sont appelés à la vivre.

**Mots clés**

Imaginaires sociotechniques, dimensions locales, conflit, solidarité environnementale, transition énergétique.

**1. Introduction**

Une prolifération d'imaginaires sociotechniques (Jasanoff et Kim, 2009) accompagne les politiques de transition écologique, proposant des transformations du modèle de développement socio-économique vers la durabilité, la réduction de l'impact environnemental des activités humaines et la décarbonisation de l'économie. Les imaginaires sociotechniques sont des visions normatives qui structurent la manière dont les voies futures sont conceptualisées, justifiées et contestées. Ils sont construits et diffusés par le biais de dispositifs gouvernementaux supranationaux, nationaux et locaux (Foucault, 1991 ; Barad 2008) et leurs récits médiatiques, tels que *l'Agenda 2030*, le *Pacte vert pour l'Europe de l'Union européenne* et le *Plan national intégré pour l'énergie et le climat (PNIEC)* de l'Italie, ainsi que des initiatives localisées et spécifiques au contexte telles que *Città 30* (limitations de vitesse en ville) et les programmes de covoiturage qui promeuvent des alternatives à la possession d'un véhicule privé. Les appareils scientifiques peuvent également être considérés comme des acteurs de l'imaginaire. C'est le cas des scénarios climatiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui projettent les risques planétaires à long terme, ou des représentations médiatiques de l'urgence environnementale diffusées par les grandes plateformes d'information. Si la littérature existante a exploré le rôle des discours politiques nationaux et des cadres d'innovation technologique dans la formation de ces imaginaires, il subsiste une lacune notable concernant leurs articulations localisées.

Cet article comble cette lacune en examinant comment les imaginaires sociotechniques de la transition énergétique se manifestent au sein et entre les différentes régions et territoires italiens. Il met l'accent sur la tension entre les discours politiques et les imaginaires locaux qui peuvent diverger, entrer en conflit ou, au contraire, s'aligner grâce à des pratiques solidaires. Ce faisant, il répond à la nécessité de comprendre de manière concrète que l'avenir énergétique n'est pas simplement conçu par les instances supérieures, mais qu'il est coproduit à travers des engagements concrets liés aux conditions matérielles, à la confiance institutionnelle et à la construction collective de sens.

La raison d'être de cette enquête réside dans le potentiel des imaginaires locaux à entraver ou à faciliter les pratiques énergétiques et écologiques transformatrices. En mettant en lumière ces visions plurielles, souvent contestées, l'étude vise également à éclairer des politiques éducatives plus socialement adaptées et équitables, qui reconnaissent l'ancrage des processus de transition dans les réalités socio-matérielles quotidiennes et favorisent les orientations comportementales et prosociales nécessaires pour faire face à une transition juste chez les jeunes générations (la « prochaine génération » citée dans les documents de l'UE).

La présentation s'appuie sur une étude visant à reconstruire et à analyser la pluralité des imaginaires sociotechniques qui influencent les récits locaux et les réponses à la transition énergétique dans l'Italie contemporaine. Elle vise à :

1. Identifier les imaginaires à travers lesquels les individus et les communautés envisagent les configurations futures de l'énergie et de la mobilité, en accordant une attention particulière aux hypothèses normatives inhérentes à ces visions.

2. Examiner comment ces imaginaires sont façonnés par les disparités régionales en matière d'infrastructures publiques, de culture politique et de caractéristiques sociodémographiques.

3. Explorer la tension entre les récits de transition durable dictés par les politiques et les imaginaires alternatifs ou résistants articulés au niveau local.

4. Évaluer l'émergence de cadres solidaires et prosociaux susceptibles de convertir les réponses affectives - telles que la désorientation ou la méfiance - en action collective et en pratiques respectueuses de l'environnement.

En interrogeant l'ancrage socio-matériel des imaginaires, cette recherche remet en question l'hypothèse d'un progrès linéaire et consensuel qui sous-tend les discours dominants sur la durabilité. Elle met en évidence la manière dont l'accès différentiel aux infrastructures, la confiance institutionnelle et les ressources symboliques conditionnent à la fois la réception et la réinterprétation des discours sur la transition énergétique. Grâce à ces enseignements, elle remet en question la vision technocratique implicite dans les modèles de transition dominants et contribue à une compréhension plus nuancée des dimensions sociopolitiques des transitions énergétiques et à une perspective plus critique sur les perspectives éducatives concernant le climat et la transition énergétique.

**2. Cadre théorique**

Selon Jasanoff et Kim (2009), les imaginaires sociotechniques sont définis comme des visions collectives, institutionnellement stabilisées et publiquement exprimées d'un avenir souhaitable, animées par une compréhension commune du rôle que la science et la technologie devraient jouer dans l'ordre social. Les imaginaires sont des formes culturelles performatives qui façonnent non seulement les programmes politiques et d'innovation, mais aussi les infrastructures matérielles, les régimes réglementaires et les attentes normatives (Jasanoff, 2015). La perspective implicite (Jasanoff, 2004) met l'accent sur l'influence réciproque des connaissances scientifiques, de l'ordre social et des avenirs collectifs.

En complément du cadre des imaginaires sociotechniques, dans les théories du cadrage (Snow & Benford, 1988 ; Gamson & Modigliani, 1989) les imaginaires sociotechniques sont conçus comme des cadres interprétatifs dynamiques que les acteurs construisent pour donner un sens aux impératifs de transition et agir en conséquence. Les imaginaires peuvent ainsi être décomposés en cadres diagnostiques (identification des problèmes), pronostiques (articulation des solutions) et motivationnels (légitimation de l'action). Par exemple, les imaginaires transformateurs populaires, tels que décrits dans Chilvers et al. (2021), recadrent l'action climatique non pas comme un problème d'optimisation technique, mais comme une question de justice, d'autonomie et de contrôle démocratique, réalisant ainsi une triade complète de recadrage diagnostique, pronostique et motivationnel. En ce sens, le cadrage n'est pas seulement rhétorique, mais stratégique et relationnel.

Les concepts de Snow et Benford sur les processus d'alignement des cadres (qui comprennent le rapprochement, l'amplification et l'extension des cadres) sont pertinents pour comprendre comment les acteurs institutionnels tentent de susciter l'adhésion d'un public plus large. Les imaginaires consuméristes, par exemple, recourent souvent au rapprochement des cadres (en liant la transition énergétique à des préoccupations familières telles que les économies de coûts) et à l'amplification des cadres (en mettant en avant des valeurs telles que l'efficacité ou la responsabilité) pour favoriser l'alignement des comportements sans aborder les questions structurelles plus profondes.

De plus, cette présentation s'appuie sur la littérature consacrée à la justice énergétique et aux inégalités environnementales (Sovacool & Dworkin, 2015 ; Walker & Day, 2012), qui aborde les dimensions distributive, procédurale et reconnaissance de la gouvernance de la transition. Cette perspective met en avant la manière dont l'accès aux infrastructures, aux ressources et aux processus décisionnels conditionne non seulement le changement écologique, mais aussi les visions de l'avenir qui sont rendues viables. Comme le montrent Ryghaug et al. (2018), la mise en œuvre de pratiques durables — telles que l'adoption de véhicules électriques ou l'engagement dans des systèmes énergétiques prosommateurs — dépend moins de la motivation individuelle que de l'accès à des infrastructures et à des ressources socio-économiques favorables. Dans cette optique, les imaginaires sociotechniques ne sont ni neutres ni universellement accessibles : ils ne gagnent en popularité que lorsqu'ils sont soutenus par les structures matérielles et institutionnelles de la vie quotidienne.

Pour rendre compte de ces dynamiques, la présente analyse adopte un regard critique sur les inégalités infrastructurelles, soulignant comment les configurations locales — allant des réseaux de mobilité et des services numériques à l'histoire de la négligence institutionnelle — influencent la résonance et la viabilité des différents imaginaires. Plutôt que de traiter les imaginaires comme des superstructures idéologiques, je voudrais que vous les compreniez comme des structures de sens constituées de manière relationnelle et situées matériellement, qui reflètent et reproduisent les stratifications socio-spatiales ainsi que les connaissances et les expériences liées au lieu et situées historiquement.

Cette perspective conceptuelle permet une analyse située de la transition énergétique. Elle tient compte des dimensions symboliques à travers lesquelles les futurs sont imaginés et légitimés, tout en restant attentive aux conditions infrastructurelles, institutionnelles et affectives qui permettent ou empêchent certaines formes d'engagement. Elle contribue également à réévaluer de manière critique les discours sur la transition en rendant visibles l'hétérogénéité des imaginaires, l'inégalité des conditions et les enjeux de l'inclusion et de l'exclusion dans la construction d'un avenir écologique.

**3. Méthodologie de recherche**

Le projet de recherche sur lequel je m'appuierai adopte une approche qualitative multisite pour examiner comment les individus et les communautés s'engagent dans les discours et les pratiques de durabilité dans la vie quotidienne, en mettant particulièrement l'accent sur la mobilité et la consommation énergétique domestique.

La recherche empirique a été menée dans quatre régions italiennes, sélectionnées pour refléter la diversité des configurations territoriales en termes d'infrastructures, d'accès aux services publics et de cultures politiques dominantes. Cette différenciation territoriale est centrale sur le plan analytique, car elle fournit une lentille à travers laquelle explorer l'ancrage spatial et la variabilité des imaginaires sociotechniques dans le paysage sociopolitique italien. Les participants ont été recrutés par échantillonnage stratifié en fonction du sexe, de l'âge et du lieu de résidence, afin de garantir une composition hétérogène capable de refléter de multiples perspectives sociodémographiques et expérientielles. Dans chaque région, trois groupes de discussion ont été organisés, pour un total de douze sessions. Ces discussions ont exploré les pratiques actuelles et les attentes futures des participants en matière de mobilité durable et d'utilisation de l'énergie pour le chauffage et la climatisation des logements.

En ancrant l'étude dans des contextes territoriaux spécifiques et en s'appuyant sur un échantillon diversifié (notamment en termes de répartition par âge), la recherche visait à mettre en évidence la manière dont les imaginaires ne sont pas seulement façonnés par les discours nationaux, mais aussi coproduits à travers des expériences localisées en matière d'équipements infrastructurels, de crédibilité institutionnelle et de négociation quotidienne avec les systèmes de fourniture.

La méthodologie des groupes de discussion a été choisie pour sa capacité à saisir la construction interactive du sens, permettant aux participants d'articuler, de négocier et de contester les orientations individuelles et collectives dans un espace discursif commun.

**3.1 Conception de la recherche**

Douze groupes de discussion ont été organisés dans quatre régions italiennes — Campanie, Lombardie, Toscane et Latium — englobant des centres métropolitains (M), des villes de province (P) et des zones rurales (R) ou périphériques. Les sessions ont été réparties dans des contextes urbains et socio-infrastructurels variés, dans le but de refléter les asymétries régionales en matière d'accès à la mobilité, aux services énergétiques et aux infrastructures publiques. Chaque groupe de discussion a été stratifié par tranche d'âge (18-30 ans (J), 40-55 ans (M), 55-70 ans(A)) afin de saisir les discours générationnels sur la durabilité et les pratiques de transition.

Les groupes de discussion avaient pour objectif d'étudier trois niveaux analytiques — micro, méso et macro — de la transition énergétique :

1. Niveau micro : axé sur les pratiques quotidiennes (mobilité, alimentation, chauffage) et la pertinence perçue des actions individuelles en matière de climat, de santé et de bien-être.

2. Niveau méso : il a examiné le rôle des communautés locales, des infrastructures et des environnements réglementaires. Il a évalué les perceptions de l'interdépendance, de l'efficacité collective et des attentes normatives à l'échelle urbaine.

3. Niveau macro : orienté vers les imaginaires mondiaux et la gouvernance climatique, ce niveau analytique a suscité des réflexions sur l'avenir de la planète, la justice intergénérationnelle et la responsabilité internationale.

De plus, la discussion a commencé, au sein de chaque groupe de discussion, par l'exploration, pour chacun de ces niveaux, des pratiques à faibles émissions déjà mises en œuvre par les participants, de leur conscience épistémique, de leurs structures motivationnelles et de leurs négociations habituelles. En effet, chaque niveau analytique était référencé par des supports visuels et des diapositives de stimulation, qui présentaient des données sur les émissions, les impacts climatiques et les mesures politiques (par exemple, les émissions alimentaires, la consommation d'énergie, la pollution urbaine, les projections climatiques). Ces supports ont été conçus non seulement pour informer, mais aussi pour susciter un engagement affectif et épistémique. Les stimuli faisaient également référence à des imaginaires institutionnalisés de la transition, notamment des instruments politiques et des dispositifs narratifs tels que l'initiative *Città 30*, qui impose des limitations de vitesse dans certains centres-villes, le covoiturage comme alternative à la propriété privée, les scénarios climatiques du GIEC et une sélection d'articles d'actualité tirés des médias grand public. Ces éléments ont servi à la fois à susciter les positions des participants par rapport aux discours dominants et à retracer la manière dont ces imaginaires ont été appropriés, recadrés ou rejetés dans des contextes locaux.

L'attention s'est portée sur l'articulation des imaginaires environnementaux à travers les dimensions suivantes :

1. Pratiques quotidiennes : mobilité, consommation d'énergie, consommation alimentaire

2. Perceptions de l'action : expressions d'impuissance, de capacité ou d'indifférence

3. Orientations affectives : colère, scepticisme, frustration, espoir, désengagement

4. Obstacles et facilitateurs : contraintes infrastructurelles, économiques, institutionnelles, cognitives et temporelles

5. Positionnement spatial et social : géographies d'accès (Nord/Sud, centre/périphérie, urbain/extra-urbain) et rôle de la famille en tant que contrainte ou facilitateur

6. Cadres normatifs : appel à la justice, à l'équité, à la responsabilité et aux compromis éthiques ou économiques.

7. Imaginaires temporels et scalaires : scénarios futurs, préoccupations intergénérationnelles, cadres globaux-locaux

Les codes ont été appliqués de manière itérative à l'ensemble des transcriptions afin de permettre une comparaison intercontextuelle.

Le codage axial a réorganisé ces codes ouverts en catégories d'ordre supérieur et en structures relationnelles. Les principaux axes analytiques comprenaient :

1. Contraintes infrastructurelles et géographies d'accès (Nord vs Sud, centre vs périphérie, zones métropolitaines vs zones rurales)

2. La famille comme contrainte ou facilitateur

3. Temporalité

4. Justice climatique et construction de l'« Autre »

5. Politique et gouvernance

6. Éthique et collectivisme

7. Intérêts économiques

À ce stade, l'analyse s'est orientée vers l'identification d'imaginaires sociotechniques comme configurations typiques de sens. Trois imaginaires types idéaux ont émergé : pragmatique, sceptique et solidariste, chacun reflétant des modes distincts de positionnement par rapport à la transition écologique. Ces imaginaires ont été compris comme situés, contestés et produits de manière relationnelle au sein de configurations socio-territoriales spécifiques. Les variations territoriales, générationnelles et infrastructurelles ont été conservées comme variables comparatives tout au long de l'étude.

Les noms des participants ont été anonymisés à l'aide de pseudonymes qui codifient les principaux attributs sociodémographiques. Chaque pseudonyme combine un prénom fictif avec un code indiquant la zone géographique (N/S/C), le type de territoire (M/P/R), la tranche d'âge (J/M/A) et le sexe (F/M). Cela garantit la confidentialité tout en préservant la valeur analytique.

**4. Résultats**

L'analyse des discussions des groupes de réflexion a permis d'identifier trois imaginaires sociotechniques idéaux-typiques : pragmatique, sceptique et solidaire. Chacun de ces trois imaginaires émergents articule des modalités distinctes d'engagement dans la transition énergétique, ancrées dans l'interaction entre les conditions infrastructurelles, les orientations affectives et les revendications normatives. Ces imaginaires ne sont pas des systèmes de croyances statiques, mais des cadres interprétatifs coproduits de manière dynamique, façonnés par les configurations territoriales, les positionnements générationnels et les négociations quotidiennes avec les systèmes d'approvisionnement.

**4.1 Imaginaire pragmatique : adaptation conditionnelle et engagement calculé**

L'imaginaire pragmatique se caractérise par une ouverture conditionnelle à la transition écologique, fondée sur des rationalités situées qui privilégient la faisabilité, la calculabilité et l'adéquation des infrastructures. L'engagement n'est pas motivé par des considérations idéologiques, mais résulte d'une négociation avec des contraintes économiques, logistiques et temporelles. Les participants reconnaissent souvent la valeur des pratiques durables, telles que la réduction de la consommation d'énergie, l'adoption de technologies à faibles émissions ou l'utilisation des transports publics. Cependant, ces intentions sont tempérées par la mesure dans laquelle ces choix correspondent aux ressources matérielles et organisationnelles disponibles dans leur environnement local.

Par exemple, les panneaux solaires sont appréciés lorsqu'ils permettent de réduire à la fois les coûts énergétiques et l'impact environnemental : « Nous avons installé des panneaux solaires pour des raisons environnementales, mais aussi financières, car nos factures étaient vraiment très élevées », explique AnnaSPJF. De même, les pratiques énergétiques quotidiennes sont réévaluées en tenant compte à la fois des préoccupations environnementales et du pragmatisme financier. LucaNRAM souligne l'importance de la modération et de l'efficacité dans la consommation d'énergie domestique : « Je ne suis pas intéressé par le fait d'arriver dans une maison déjà fraîche : vous allumez [le climatiseur, ndlr], et après deux minutes, il fait déjà frais. Donc, on n'en a pas besoin. Même là, on essaie d'avoir une utilisation consciente et cohérente, aussi parce que sinon, les factures que l'on reçoit... ». Ses propos reflètent un alignement délibéré entre la conscience écologique et la gestion du ménage, où le comportement environnemental n'est pas considéré comme un sacrifice, mais comme un ajustement rationnel. L'adoption de véhicules hybrides est présentée en des termes similaires, combinant autonomie et économies. ElenaCMAF, par exemple, note : « Depuis que j'ai la voiture hybride [...], elle ne consomme rien par rapport à la précédente». Pourtant, cette volonté pragmatique est souvent contrariée par des asymétries infrastructurelles, en particulier dans les zones urbaines périphériques ou les territoires du sud. L'inefficacité des transports publics est un diagnostic récurrent. Comme le dit PaolaSPJF : « À mon avis, les transports publics en Italie fonctionnent très mal [...] au final, je préfère prendre directement la voiture ». Une femme originaire d'une zone périphérique du sud de l'Italie exprime cette tension en profondeur, reconnaissant les avantages cognitifs, affectifs et pratiques des transports publics qu'elle est finalement contrainte d'abandonner : « Je préférerais utiliser les transports publics car je pense que c'est le meilleur endroit pour socialiser et se détendre [...] Le problème, c'est que la zone où je vis n'est pas bien desservie [...] Cela m'oblige à utiliser ma voiture » (Bagnoli, Groupe 3).

Ces contraintes sont encore plus aiguës lorsqu'elles se combinent avec des responsabilités familiales ou domestiques et des horaires de service fragmentés. Comme l'expliquent certains participants :

« Je vis dans un quartier abandonné, où je suis obligé d'utiliser ma voiture car il n'y a aucune coordination entre les différents moyens de transport public [...] J'ai des enfants, donc si je dois être au travail à 9 heures, je dois déposer mon fils à l'école à 8 heures, sinon je n'ai aucun moyen de me rendre au travail. Et il n'y a pas de projet d'avenir pour une zone qui aurait l'espace nécessaire pour gérer la mobilité, mais il n'y a pas de projets concrets. » (Rome, Groupe 2)

« Ma femme ne peut pas marcher, mais lui retirer la voiture, c'est lui retirer une certaine liberté de mouvement et de déplacement [...] Je veux dire, si c'était un choix unique, oui. Mais si vous considérez cela dans le contexte familial, cela doit également être pris en compte.» (MarcoSRAM)

« Au cours des dix dernières années, j'ai déménagé d'une zone semi-centrale vers une zone très périphérique [...] j'ai donc toujours eu tendance à utiliser davantage la voiture que d'autres moyens de transport, mais surtout pour des raisons familiales avec mes filles qui ont aujourd'hui quatorze et dix-huit ans. Cependant, même aujourd'hui, entre l'école et les différentes activités, c'est une course permanente... Pour optimiser le temps... [...] J'aimerais beaucoup prendre les transports en commun, je suis pour une utilisation minimale de la voiture, si je le pouvais, mais dans ces conditions, je ne peux pas.» (SaraNRAF)

Dans ces cas, l'utilisation d'une voiture n'apparaît pas comme un choix, mais comme une solution technologique compensant la désarticulation des régimes de mobilité, de travail et de soins. Ce qui ressort principalement n'est pas un désengagement, mais un réalisme pragmatique : la reconnaissance de l'intérêt des options durables, tempérée par l'impossibilité de les mettre en œuvre dans les conditions socio-matérielles actuelles. Le déficit infrastructurel est donc vécu non seulement comme une lacune technique, mais aussi comme une forme d'injustice structurelle.

Outre les contraintes spatiales, les participants décrivent un décalage temporel entre les rationalités écologiques et le rythme accéléré de la vie quotidienne. Les pratiques durables sont considérées comme viables principalement dans le cadre des loisirs : le vélo, la marche ou la mobilité partagée sont perçus comme des privilèges réservés à ceux qui ont suffisamment de temps. Cette pression chrono-normative rend les propositions de transition telles que *Città 30* peu plausibles, voire aliénantes : les politiques encourageant la lenteur sont interprétées comme déconnectées des rythmes de ceux qui doivent composer avec des emplois du temps chargés et des inefficacités systémiques. À cet égard, les participants déclarent : « Il n'y a pas de gestion du temps socialement correcte, et ce serait une chose si vous aviez des horaires plus réguliers, vous éviteriez d'avoir à courir comme un fou, et vous pourriez donc aussi prendre un peu plus votre temps » (SaraNRAF) ; « Je peux quitter la maison à 8 h 20, j'ai déjà fait 3 milliards de choses à la maison, et à 8 h 23, je me gare devant l'école [...] Je veux faire trop de choses dans une journée, et la voiture est ma complice. C'est tout » (RitaNRAF).

Un autre obstacle important est la méfiance relationnelle, qui n'est pas une méfiance envers les options durables en soi, mais envers la fiabilité des autres au sein des systèmes partagés. Les participants expriment leur scepticisme à l'égard du covoiturage, des vélos-scooters et des solutions de mobilité collective en raison de préoccupations liées à l'hygiène, à la sécurité et surtout au respect des règles de conduite : « C'est un système qui ne fonctionne pas à mon avis parce que nous sommes incivilisés », déclare PaolaSPJF. Les initiatives telles que *Città 30* sont remises en question non pas pour leur intention normative, mais pour leur inefficacité présumée : l'idée que les autres ne respecteront pas les limites de vitesse fait craindre que les utilisateurs respectueux des règles soient pénalisés ou mis en danger. Ce manque de confiance dans la réciprocité généralisée sape les solutions collectives en renforçant les stratégies individuelles de contrôle et d'autonomie. Il s'étend également au-delà du comportement des pairs pour toucher la réactivité des institutions, comme l'illustre la réflexion suivante d'un homme de Milan : « Je dirais que transformer un bien en service, je paie pour cela tant que cela me plaît, mais je ne peux pas en disposer librement, je dois respecter les règles du jeu, qui sont la disponibilité et la généralisation du service ; le fait que si j'ai un accident demain matin, je dois appeler l'assistance routière Y plutôt que Z, je dois contacter le centre d'appel d'une entreprise qui, qui sait, peut-être me répondra et peut-être pas » (Milan, Groupe 1).

Cette citation exprime une méfiance institutionnelle plus profonde, où la délégation du contrôle à des systèmes complexes n'évoque pas l'autonomisation, mais la vulnérabilité. Le malaise provient d'une érosion perçue de l'action et de la prévisibilité dans des contextes où le comportement des pairs et les garanties institutionnelles sont incertains. Dans ce contexte, les appels à une réglementation ou à une application plus stricte ne reflètent pas nécessairement des dispositions autoritaires, mais apparaissent plutôt comme des conditions préalables à la confiance mutuelle, en ce sens que les systèmes collectifs ne peuvent fonctionner de manière fiable que lorsque tous les acteurs, y compris les institutions, sont responsables. Toujours à propos de *Città 30*, TommasoCPJM déclare : « Certes, rouler à 30 km/h consomme moins, mais cela ne fonctionne pas parce que personne ne respecte cette limitation, car en fin de compte, cela crée plus de désagréments qu'autre chose ici. Les gens se plaignent, ils descendent, ils disent que ça n'a pas marché, que ça n'a pas aidé, alors qu'en fait, c'est quelque chose qui peut être utile, mais à condition d'être mis en œuvre avec d'autres types de réglementations. »

De manière plus générale, les participants expriment une demande de réactivité institutionnelle à grande échelle. Par exemple, lorsque les acteurs étatiques ou locaux ne soutiennent pas les initiatives locales ou ne garantissent pas les services de base, même les solutions créatives s'effondrent, comme cela s'est produit pour un participant : « J'ai demandé ici à Pistoia de mettre en place un pédibus, mais aucune association n'a répondu... J'ai vu que Lega Ambiente avait organisé un pédibus à Prato, alors j'ai demandé ici à Pistoia, mais il n'y avait rien. » (Pistoia, Groupe 2) Dans de tels cas, l'innovation est freinée non pas par une résistance culturelle, mais par l'inertie administrative. Le retour aux solutions traditionnelles (par exemple, les voitures particulières, les bus scolaires) qui en résulte reflète un réajustement des attentes dans des contextes où l'expérimentation n'est pas soutenue.

L'analyse de l'imaginaire pragmatique révèle que de nombreuses personnes, bien que convaincues des avantages de la mobilité durable, sont incapables de convertir les valeurs environnementales ou solidaires en pratiques stables en raison d'un ensemble complexe de contraintes. La principale d'entre elles est la disponibilité et la coordination inégales des infrastructures, en particulier dans les zones rurales ou périphériques, qui entravent structurellement l'accès à des options durables et exacerbent les inégalités. L'absence de politiques favorables, de réactivité institutionnelle et de planification intégrée diminue à la fois la motivation individuelle et l'auto-organisation collective. En outre, la compression temporelle de la vie quotidienne, dictée par les obligations professionnelles et familiales, rend la mobilité lente ou multimodale impossible dans le cadre des routines habituelles. À ces circonstances s'ajoute une méfiance généralisée à l'égard du comportement des autres, en particulier des participants potentiels aux systèmes de mobilité partagée, qui conduit souvent les gens à se rabattre sur les transports privés, non par préférence, mais parce qu'il s'agit de la seule option contrôlable et fiable.

Les résultats soulignent le besoin urgent de politiques globales et favorables qui ne se contentent pas d'étendre les infrastructures, mais impliquent activement les citoyens dans l'élaboration de voies de transition durables. Bien qu'il existe une demande de soutien institutionnel, celle-ci est souvent tempérée par la méfiance à l'égard de la capacité des institutions à fournir des solutions significatives et cohérentes. Dans ce contexte, les réseaux sociaux peuvent devenir soit une ressource précieuse, soit une source supplémentaire d'inertie, selon la manière dont ils sont intégrés dans les processus de gouvernance. La stabilisation à long terme des pratiques durables dépend donc de politiques participatives, adaptées au contexte et structurées, en particulier celles qui incluent les communautés défavorisées dans les processus de co-conception. Une telle inclusion renforce non seulement la pertinence d'interventions éducatives bien conçues, favorisant également la confiance du public nécessaire à l'adoption de stratégies de transition participatives, mais aussi leur rôle central pour donner voix à la diversité des imaginaires sociotechniques et faire face aux contextes matériels et symboliques de différents groupes sociaux, afin de produire un changement durable, légitime et collectivement partagé.

**4.2 Imaginaire sceptique : méfiance institutionnelle et désenchantement à l'égard des discours sur la transition**

Un deuxième imaginaire sceptique est marqué par un sentiment omniprésent d'inefficacité institutionnelle et de dissonance symbolique. Les participants expriment souvent leur frustration face à ce qu'ils perçoivent comme une répartition inéquitable des responsabilités, dans laquelle les sacrifices individuels sont dissociés d'un changement structurel significatif. Le sentiment selon lequel

« trop de responsabilités sont accordées aux citoyens alors que l'État est au contraire déresponsabilisé » (DavideSPJM) résume bien cette position, révélant une profonde ambivalence à l'égard des appels à l'engagement personnel en l'absence d'une action systémique cohérente et crédible.

Cet imaginaire est souvent entremêlé de comparaisons géopolitiques et d'une spatialisation du blâme. Les références à l'inaction des puissances mondiales abondent, par exemple « La Chine fait ce qu'elle veut et pollue autant qu'elle veut » (DavideSPJM) ou « l'Américain [moyen, ndlr] pense à son steak comme il pense à sa voiture, comme il pense à sa climatisation, au bien-être dont il jouit, et c'est tout, parce que le gouvernement américain dit : « Je dois maintenir mon économie à flot ». Et la Chine aussi. Les États-Unis ne pensent qu'à leur économie » (AntonioSRAM).

Et encore : « Vous allez en Chine, vous allez en Inde, tout fonctionne au charbon» (GiorgioNRAM). Dans cette ligne de pensée, TommasoCPJM remarque : « Même si, à mon avis, toute l'Italie, toute l'Europe, se mettait à manger moins de viande ou, en tout cas, disons, juste les citoyens, je veux dire, pour... d'une certaine manière, à réduire leur impact environnemental, je ne pense pas que cela suffirait, car il existe précisément des entités comme ENI, je veux dire, dans le sens où, je dis, des entreprises pas au hasard, cependant... bref, cependant, il existe d'autres entités qui polluent beaucoup plus qu'un collectif de personnes, même gigantesque, ne pollue. »

Cette observation renforce le scepticisme à l'égard de l'action individuelle comme réponse suffisante, soulignant l'asymétrie perçue entre les efforts des citoyens et la responsabilité industrielle. En articulant de tels discours, les participants externalisent la responsabilité et relativisent les efforts locaux, construisant un alibi cognitif et moral qui affaiblit toute quête de changement personnel.

Le désenchantement se manifeste également à travers le ressentiment générationnel et la lassitude affective. LauraSPJF l'exprime clairement : « Votre génération nous a causé des problèmes. En d'autres termes, nous assumons la responsabilité d'un problème qui nous a été légué et imposé. » Dans ce contexte, les propositions telles que le covoiturage ou la consommation sélective sont accueillies avec scepticisme ou ironie, considérées moins comme des instruments d'autonomisation que comme des gestes rhétoriques masquant une inertie structurelle plus profonde. LucaNRAM fait écho à cette idée de manière poignante : « Je n'achèterai jamais de voiture électrique [...] C'est une excellente opération marketing. Tesla vous donne l'impression que vous sauvez le monde, n'est-ce pas ? En achetant la voiture. Et ce n'est pas la solution au problème. » Ses propos soulignent le décalage symbolique perçu entre les solutions commercialisées et l'efficacité environnementale réelle, présentant l'écologisme basé sur la consommation comme une illusion.

Ce scepticisme n'est pas de l'apathie, mais une forme de désorientation morale. Comme le dit ValerioCMAM, « Personnellement, je ne pense pas que ce que je fais ait une valeur quantifiable... Je le fais plutôt pour me sentir bien dans ma peau... Si cela ne vient pas d'en haut, avec des initiatives, de la publicité, des contributions et même un peu de contrainte... ce n'est pas comme si cela allait changer grand-chose. » Ses propos reflètent un conflit intérieur entre l'intention éthique et la futilité perçue, soulignant les limites du volontarisme en l'absence de cadre institutionnel. GiuliaNPMF renforce cette idée avec une métaphore frappante : « nous continuons à chercher une solution, mais nous ne pouvons pas la donner... Nous nous disputons et, au final, c'est une guerre des pauvres, car ceux qui sont censés prendre les bonnes mesures ne le font pas. » Le manque perçu de responsabilité verticale donne lieu à des conflits horizontaux, fragmentant l'engagement public. IreneCPJF exprime une frustration similaire : « Ils disent que « les gens sont sensibles à l'environnement », d'accord, Zara fait sa collection super verte, super durable, puis vous avez des enfants de quatre ans qui fabriquent des t-shirts verts. » Cette citation illustre la dissonance entre l'image de marque verte et les structures d'exploitation qui la sous-tendent, jetant le doute sur l'authenticité des discours des entreprises en matière de durabilité.

Dans ce contexte, les demandes d'actions plus fortes venant d'en haut coexistent avec la désillusion. FabioSRAM exprime une ouverture conditionnelle au changement : « Je serais prêt à changer, oui, mais j'aimerais un exemple plus fort... Commencez par... mettre fin aux guerres, débarrassez-vous de ces véhicules militaires qui ne font que polluer, et ne me dites pas que je dois acheter des voitures électriques. » Ce renversement de la chaîne normative de responsabilité trouve un écho chez MarcoSRAM, qui appelle à une intervention plus ferme de l'État : « Je ne dis pas qu'il faille être un peu plus autoritaire, mais ils devraient pousser dans cette direction. »

Enfin, l'imaginaire sceptique s'appuie sur une critique réflexive des discours dominants. AlessandroNMJM raconte : « J'ai commis la grave erreur de m'informer en profondeur sur le sujet, et j'ai vu qu'il y avait une volonté politique profonde derrière le concept d'impact environnemental individuel ». GiorgioNRAM donne un exemple concret de cette contradiction symbolique au niveau institutionnel : « ce qui me frappe le plus [...] ce sont les lieux publics : la mairie, la bibliothèque, les bureaux de l'État, etc. [...] Je parle de l'hiver, il fait un climat caribéen et les fenêtres sont ouvertes [...] cela me dérange de voir un tel gaspillage. » Cette observation souligne le fossé performatif entre le discours public sur la durabilité et les pratiques des institutions mêmes qui la promeuvent.

En résumé, l'imaginaire sceptique articule une réponse profondément politique et affective à la transition. Il met en avant l'incohérence perçue entre les prescriptions normatives et les conditions structurelles, révélant que l'engagement n'est pas simplement une question de motivation, mais de légitimité, de réciprocité et de confiance systémique.

**4.3 Imaginaire solidaire : mobilisation affective et orientation collective**

Contrairement au retrait sceptique, l'imaginaire solidaire est animé par une recherche de cohérence éthique et d'efficacité collective. Tout en étant pleinement conscients des contraintes systémiques, les participants à ce cadre expriment le désir de convertir des réactions affectives telles que l'éco-anxiété, l'indignation ou la culpabilité en formes d'action socialement ancrées. Des expressions telles que « si nous faisons des choix différents, nous pouvons changer » (LauraSPJF) reflètent un optimisme situé, ancré dans la reconnaissance mutuelle et le potentiel collectif, plutôt que dans un volontarisme naïf.

Cet imaginaire s'appuie essentiellement sur les cadres de la justice environnementale et de la responsabilité intergénérationnelle. SimoneCMJM met en garde contre une bifurcation écologique imminente : « on arrivera probablement à un point où les riches resteront entre eux et les pauvres mourront de chaleur, de froid, d'inondations et de tous les problèmes qui existent ». Le cadre ici est diagnostique et distributif : il identifie les impacts climatiques comme étant différenciés sur le plan socio-économique et implique un impératif moral de redistribution et de protection collective.

Dans ce contexte, les ajustements comportementaux quotidiens ne sont pas considérés comme futiles, mais comme significatifs lorsqu'ils s'inscrivent dans des horizons éthiques communs. AnnaSPJF souligne l'importance des changements mentaux et pratiques : « C'est une question mentale qui consiste à essayer de consommer moins, voire inutilement dans ce cas », en mettant l'accent sur la modération non pas comme un sacrifice, mais comme une précaution adaptée, en particulier dans les régions touchées par la sécheresse comme la Sicile. SaraNRAF donne un exemple concret de cette orientation : « J'essaie toujours d'aller chez le producteur que je connais personnellement, dont je sais comment il élève ses animaux... Et donc, je préfère réduire la demande au niveau de la grande distribution également... le retour à une production locale permet aussi, pendant un certain temps, de contenir la consommation et la distribution, la grande distribution, la logistique et tout le reste, à part le fait que nous polluons, la voiture et non la voiture. »

Sa réflexion relie la consommation éthique à des dynamiques structurelles telles que le gaspillage alimentaire, la logistique et la centralisation du marché, suggérant que les pratiques localisées peuvent incarner à la fois la résistance et la régénération.

De même, DavideSPJM recadre les choix de consommation à travers la proximité relationnelle et l'éthique de production : « Ce n'est pas tant ce que nous mangeons, mais le fait de ne pas manger de produits locaux et de produits fabriqués de manière plus durable. » Ces cadrages élèvent la consommation localisée et responsable au rang d'actes de solidarité relationnelle. SaraNRAF approfondit ces thèmes à travers le prisme de la réutilisation et de l'autolimitation comportementale : « Si, à la place, nous apprenions, par exemple, à recycler, ce qu'on appelle aujourd'hui une swap party, où l'on va échanger des vêtements que l'on ne porte plus... Nous devons apprendre à revenir à ce que nous avions avant, car sinon, il n'y en aura pas assez pour tout le monde. »

Cette citation illustre une éthique pratique de la suffisance ancrée dans des valeurs pré-consuméristes et l'échange social.

L'imaginaire solidaire envisage également des futurs urbains alternatifs grâce à des infrastructures partagées et à une planification régénérative. NicolaSPJM évoque les avantages connexes du covoiturage : « il y a moins besoin de places de stationnement, moins d'embouteillages... donc moins de trafic... et puis il y a le point de vue environnemental », soulignant l'interdépendance des avantages écologiques et sociaux. MatteoSPJM propose le reboisement urbain comme stratégie d'adaptation au climat : « Dans les zones fortement urbanisées, il serait plus judicieux de profiter de l'ombre des arbres... », faisant référence au refroidissement passif et à la résilience microclimatique. FrancescaNRAF contribue à cette réimagination urbaine par une déclaration symbolique sur le plan spatial : « Les villes avec moins de voitures sont des villes où il fait mieux vivre. Je veux dire, regardez à l'étranger. Tout reprend vie. Parce que les espaces sont transformés de parkings en lieux de rassemblement. » Ses mots incarnent le potentiel utopique d'un espace urbain réapproprié, où la durabilité croise la convivialité et le bien-être. Cet imaginaire s'inspire également des imaginaires urbains utopiques comme métaphores spatiales d'une vie durable. ChiaraCMAF fait référence au concept de ville 15 minutes : « inventé par Stefano Boeri... ce serait une solution utopique pour consommer moins de CO2 ». Sa vision combine rationalité écologique et équité sociale, imaginant des modèles urbains polycentriques qui réduisent la dépendance au carbone tout en améliorant la connectivité publique et l'accessibilité des services.

De plus, la communication est identifiée comme un levier stratégique pour la transition socio-écologique. SimoneCMJM insiste : « Le mieux, c'est la communication... expliquer clairement quel est le problème et comment il peut être résolu. » Plutôt que comme un moyen de persuasion, la communication est ici conçue comme une construction participative du sens et comme une condition pour démocratiser les connaissances et l'action.

Enfin, l'imaginaire solidariste laisse une place à l'autonomie morale, même face à l'inertie institutionnelle. LorenzoSRAM exprime clairement ce point : « Je pense que chacun doit faire sa part ... si vous croyez que quelque chose est juste, vous commencez à le faire. » Cette position morale est fortement renforcée par FrancescaNRAF : « À mon avis, c'est un problème moral et éthique. Autrement dit, je me fiche que mon action, je veux dire, n'ait pas d'effet. Mais cela affecte ma conscience, et cela, à mon avis, est fondamental. » Son commentaire déplace l'attention des résultats instrumentaux vers l'intégrité éthique, soulignant que l'action conserve sa valeur même sans impact garanti. BeatriceCPJF pousse cette idée plus loin en remettant en question la responsabilité différée et en soulignant la responsabilité historique : « Je pense que l'idée selon laquelle « je ne le fais pas, cela ne change rien de toute façon » est toujours une mauvaise philosophie... Ensuite, la question des États relève en quelque sorte de la responsabilité différée. Dans le sens où l'Inde et la Chine polluent peut-être aujourd'hui, mais pendant 200 ans, nous avons pollué le monde entier. » Son point de vue situe l'action individuelle dans un contexte historique et géopolitique plus large, rejetant les excuses fondées sur les asymétries mondiales actuelles.

En résumé, l'imaginaire solidariste envisage la transition non pas comme un ensemble de comportements discrets, mais comme une réorientation relationnelle et politique de la vie quotidienne. Il met en avant la codépendance entre le soutien institutionnel et l'initiative populaire, où les infrastructures publiques, l'entraide et la clarté éthique convergent pour soutenir à la fois l'espoir et l'action.

**5. Discussion**

La typologie des imaginaires sociotechniques en formes pragmatiques, sceptiques et solidaires souligne l'hétérogénéité des orientations vers la transition énergétique à travers les paysages territoriaux et sociaux différenciés de l'Italie. Cette multiplicité remet en question la vision monolithique d'une modernisation écologique consensuelle souvent supposée dans le discours institutionnel. Plutôt que de refléter des attitudes préexistantes, ces imaginaires apparaissent comme des cadres interprétatifs culturellement résonnants qui structurent la manière dont les individus et les communautés diagnostiquent les problèmes, évaluent la légitimité et envisagent l'avenir.

S'appuyant sur la théorie du cadrage (Snow & Benford, 1988 ; Gamson & Modigliani, 1989), les imaginaires fonctionnent à travers des dimensions diagnostiques, pronostiques et motivationnelles. Ils ne reflètent pas seulement des croyances, mais mettent en œuvre des pratiques de connaissance situées, façonnées par des contraintes matérielles, des économies affectives et des attentes relationnelles. Dans cette optique, les imaginaires ne sont pas des modèles cognitifs, mais des infrastructures dynamiques de sens qui servent de médiateurs dans les conflits, la mobilisation ou le désengagement et, selon la perspective de la participation matérielle (Marres, 2012), ils sont mis en œuvre à travers des interactions situées avec des dispositifs, des systèmes énergétiques et des affordances infrastructurelles qui intègrent ou excluent les possibilités d'engagement durable.

L'imaginaire pragmatique articule une forme d'adaptation conditionnelle. Il se caractérise par un raisonnement instrumental et une rationalité situationnelle, dans lesquels l'alignement comportemental sur les objectifs de transition dépend de l'adéquation des infrastructures et de l'utilité perçue. Le cadre diagnostique met l'accent sur le dysfonctionnement des transports publics, l'absence d'alternatives sûres ou fiables à la mobilité privée et la fragmentation temporelle de la vie quotidienne. Sur le plan motivationnel, l'imaginaire s'appuie moins sur des impératifs éthiques que sur des avantages calculables : économies financières, commodité logistique ou stabilité des routines. Cependant, cette conditionnalité révèle également une critique structurelle latente : la transition est accueillie favorablement en principe, mais rendue impossible par la négligence infrastructurelle et l'inertie institutionnelle. Le pragmatisme n'est pas ici un refus de la responsabilité écologique, mais un mode d'engagement affectif et matériellement limité.

En revanche, l'imaginaire sceptique met en avant la dissonance institutionnelle et le désengagement affectif. Sa logique diagnostique est centrée sur l'hypocrisie perçue dans la gouvernance mondiale et nationale, un découplage entre les responsabilités individuelles et l'inaction systémique. Les asymétries géopolitiques ne sont pas citées uniquement à des fins d'évaluation comparative, mais servent de stratégie rhétorique pour externaliser la responsabilité et déplacer l'action. Sur le plan pronostique, cet imaginaire tend à produire une inertie ou un détachement ironique : les politiques sont jugées futiles, symboliques ou appliquées de manière incohérente. Sur le plan motivationnel, le cadre moral de l'action individuelle s'effondre sous le poids de la trahison collective perçue. Cela fait écho à ce que Gamson (1992) a appelé la « disjonction des cadres », dans laquelle les interprétations dominantes perdent leur crédibilité et l'engagement devient non seulement difficile, mais aussi compromis sur le plan éthique. Les citations exprimant la frustration face à la « rhétorique écologique » et les appels à une plus grande exemplarité gouvernementale (par exemple, FabioSRAM) reflètent cette position.

L'imaginaire solidariste représente un répertoire plus optimiste mais fragile. Il fonctionne par la conversion des affects négatifs (éco-anxiété, culpabilité et indignation) en engagement prosocial. Son cadre diagnostique met en évidence les inégalités structurelles et les injustices climatiques, souvent exprimées à travers des préoccupations intergénérationnelles et spatiales. Sur le plan pronostique, il envisage des solutions fondées sur l'entraide, la responsabilité partagée et l'action collective, allant des initiatives communautaires à l'aménagement urbain équitable. Contrairement aux imaginaires technocratiques, celui-ci est en phase avec la cohérence éthique et l'alignement affectif. Le vocabulaire motivationnel est fondé sur le devoir, la réciprocité et la reconnaissance, comme en témoignent les appels à la reforestation, aux systèmes alimentaires durables et aux stratégies de communication inclusives (par exemple, MatteoSPJM, ChiaraCMAF, SimoneCMJM). Cependant, cet imaginaire ne romantique pas l'autonomie des bases : il insiste sur la codépendance entre l'initiative civique et le cadre institutionnel.

Dans les trois imaginaires, la justice – spatiale, générationnelle, procédurale – apparaît comme une préoccupation transversale. La légitimité des efforts de transition n'est pas jugée uniquement par leurs résultats, mais aussi par l'équité de leurs prémisses, le caractère inclusif de leur conception et la crédibilité de leurs revendications. Faisant écho aux contributions des chercheurs sur la justice énergétique (Sovacool & Dworkin, 2015 ; Walker & Day, 2012), les résultats soulignent que les imaginaires sont ancrés dans des réalités socio-matérielles : ils deviennent viables ou invraisemblables non seulement à travers le discours, mais aussi à travers l'expérience vécue.

Cette reconceptualisation invite à une compréhension plus complexe de la participation, non pas comme un objectif normatif ou une variable d'entrée, mais comme une propriété émergente des ontologies relationnelles (Chilvers & Kearnes, 2020). La participation se constitue ici à travers des enchevêtrements socio-matériels : infrastructures de confiance, écologies de services, mémoire historique et résonance symbolique. La capacité à imaginer et à mettre en œuvre des avenirs durables n'est pas répartie de manière égale, mais façonnée par la positionnalité, l'accès et la reconnaissance. Dans cette optique, les imaginaires sont à la fois des outils diagnostiques et des artefacts politiques, révélant non seulement comment les gens pensent la transition, mais aussi comment ils vivent ses possibilités inégales.

**6. Remarques finales**

La conception de l'étude visait à mettre en évidence la diversité (mais pas la répartition) des imaginaires sociotechniques de la transition énergétique en Italie. Les résultats montrent qu'ils sont pluriels, stratifiés et profondément ancrés dans les réalités locales. Une analyse comparative de douze groupes de discussion menés dans des contextes territoriaux différenciés a permis de dégager trois imaginaires types : pragmatique, sceptique et solidaire, chacun articulant des modes distincts d'interprétation et d'engagement envers les futurs écologiques.

Ces imaginaires ne se réduisent pas à des opinions ou à des attitudes. Il s'agit de cadres performatifs à travers lesquels les individus négocient leur capacité d'action, leur responsabilité et leur légitimité par rapport au changement écologique. Ils sont ancrés dans les mondes sociaux spécifiques des participants et dans leurs contextes sociomatériels de vie. L'imaginaire pragmatique reflète une ouverture conditionnelle, tempérée par l'insuffisance des infrastructures et les contraintes quotidiennes. L'imaginaire sceptique exprime une désorientation morale et une méfiance politique, en particulier lorsque les responsabilités systémiques semblent être transférées aux individus. L'imaginaire solidariste met en évidence la possibilité d'une orientation collective et d'une cohérence éthique, en particulier lorsque la solidarité et la clarté communicative sont présentes.

Cette cartographie tripartite remet en question les hypothèses technocratiques et linéaires des modèles de transition dominants. Elle montre que les imaginaires ne sont pas seulement le résultat des politiques, mais aussi les conditions de leur légitimité et de leur efficacité. Par conséquent, les stratégies de transition doivent aller au-delà des incitations comportementales individuelles et s'intéresser plutôt aux ordres symboliques, aux dispositions affectives et aux infrastructures matérielles qui façonnent le raisonnement public.

D'un point de vue politique, cela implique d'intégrer des solutions techniques dans des cadres de gouvernance inclusifs et adaptés au contexte local. La confiance doit être cultivée non seulement par l'efficacité et la mise en œuvre, mais aussi par la réactivité, la cohérence et la participation. Une action climatique efficace exige que les acteurs institutionnels travaillent aux côtés des communautés, en reconnaissant la diversité de leurs imaginaires et en créant les conditions propices à un engagement significatif.

En fin de compte, la transition énergétique n'est pas seulement un défi technologique, mais une transformation sociopolitique. Pour la mener à bien, il faut prêter attention à qui participe, dans quelles conditions, avec quels imaginaires et vers quelles visions de l'avenir. Ce n'est qu'en reconnaissant cette complexité que les transitions peuvent être à la fois justes et durables, c'est-à-dire viables.

**Références**

Agodi, M.C., Oricchio, S., Picardi, I. (2025) A Kaleidoscope of Energy Transition Imaginaries in Local Contexts: From Pragmatic Engagement to Solidaristic Action, soumis à Fuori Luogo. Journal of Sociology of Territory, Tourism, Technology

Bazzani, G. (2023). Solidarité climatique : un cadre et un programme de recherche pour un comportement à faible émission de carbone. Sociological Forum, 38(2), 352–374. https://doi.org/10.1111/socf.12876

Chilvers, J., Bellamy, R., Pallett, H., & Hargreaves, T. (2021). Une approche systémique pour cartographier la participation aux transitions énergétiques à faible émission de carbone. Nature Energy, 6, 250–259. https://doi.org/10.1038/s41560-020-00762-w

Chilvers, J., & Kearnes, M. (2020). Remaking participation in science and democracy. Science, Technology & Human Values, 45(3), 347–380. https://doi.org/10.1177/0162243919897334

Corbin, J., & Strauss, A. (2008). Les bases de la recherche qualitative : techniques et procédures pour développer une théorie fondée (3e éd.). SAGE Publications.

Fairclough, N. (2014) Langage et pouvoir, Routledge (3e éd.)

Foucault M. (1991). « Governmentality », dans Burchell, G., Gordon, C. et Miller, P. (éd.) The Foucault Effect: Studies in Governmentality. Chicago, Ill.: University of Chicago Press, pp. 87-104.

Gamson, W. A. (1992). Talking politics. Cambridge University Press.

Gamson, W. A., & Modigliani, A. (1989). Discours médiatique et opinion publique sur l'énergie nucléaire : une approche constructiviste. American Journal of Sociology, 95(1), 1–37. https://doi.org/10.1086/229213

Glaser, B. G., & Strauss, A. L. (1967). The discovery of grounded theory: Strategies for qualitative research. Aldine.

Jasanoff, S. (2004). States of knowledge: The co-production of science and social order. Routledge.

Jasanoff, S. (2015). Future imperfect: Science, technology, and the imaginations of modernity. Dans S. Jasanoff & S.-H. Kim (Eds.), Paysages oniriques de la modernité : imaginaires sociotechniques et fabrication du pouvoir (pp. 1–33). University of Chicago Press.

Jasanoff, S., & Kim, S.-H. (2009). Contenir l'atome : imaginaires sociotechniques et énergie nucléaire aux États-Unis et en Corée du Sud. Minerva, 47(2), 119–146. https://doi.org/10.1007/s11024-009-9124-4

Marres, N. (2012). Participation matérielle : technologie, environnement et publics quotidiens. Palgrave Macmillan.

Ryghaug, M., Skjølsvold, T. M., & Heidenreich, S. (2018). Créer une citoyenneté énergétique grâce à la participation matérielle. Études sociales des sciences, 48(2), 283–303. https://doi.org/10.1177/0306312718770284

Schmid, B., & Smith, A. (2021). Provincialiser les transitions vers une économie à faible émission de carbone : vers une approche située du changement socio-technique. Energy Research & Social Science, 80, 102237. https://doi.org/10.1016/j.erss.2021.102237

Snow, D. A., & Benford, R. D. (1988). Idéologie, résonance des cadres et mobilisation des participants. International Social Movement Research, 1, 197–217.

Sovacool, B. K., & Dworkin, M. H. (2015). Justice énergétique : perspectives conceptuelles et applications pratiques. Applied Energy, 142, 435–444. https://doi.org/10.1016/j.apenergy.2015.01.002

Walker, G., & Day, R. (2012). Fuel poverty as injustice: Integrating distribution, recognition, and procedure in the struggle for affordable warmth. Energy Policy, 49, 69–75. https://doi.org/10.1016/j.enpol.2012.01.044

Van Dijk, T. A. (2015) Critical Discourse Analysis, in D. Tannen, H. E. Hamilton, D. Schiffrin (éds.) The Handbook of Discourse Analysis II, pp. 466-485, Wiley

*Nous remercions deepl.com pour la traduction.*